



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Eric PENSO, Christophe COUR.

Hors commission - Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Déclaration de France Urbaine pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de territoire autour de sept piliers dont l'agroécologie et l'alimentation. C'est dans ce cadre que la Métropole a engagé une véritable démarche collaborative d'élaboration de cette politique agroécologique et alimentaire ambitieuse.

Montpellier Méditerranée Métropole a signé en 2015 le pacte des politiques alimentaires urbaines à Milan aux côtés d'une centaine de villes du monde afin d'inscrire dans la durée sa Politique Agroécologique et Alimentaire Territoriale.

En octobre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole accueillera au Corum le 5ème sommet des - désormais - 180 villes signataires du Pacte de Milan.

Cette politique territoriale s'appuie sur une coopération étroite avec ses 31 communes, les acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole (économiques, associatifs, institutionnels, citoyens, etc.), la communauté scientifique et les territoires voisins.

L'objectif est de développer la capacité du territoire à nourrir les habitants de la Métropole et des territoires à proximité.

La feuille de route est construite autour de cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre.
- Soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agroalimentaires.
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles (biodiversité, qualité écologique des eaux, des sols et de l'air).
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique
- Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Elle trouve notamment sa traduction dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence Territorial, qui prévoit à horizon 2040, la préservation durable de deux tiers d'espaces naturels et agricoles.

Depuis octobre 2017, la politique agroécologique et alimentaire métropolitaine bénéficie aussi de la reconnaissance ministérielle en tant que projet alimentaire territorial.

De nombreux projets et initiatives se déploient sur le territoire tel que la dynamique autour de Bocal « du bon et du local », la mobilisation du foncier public dans une logique d'impulsion et d'expérimentation, les projets de création d'Associations Foncières Agricoles Autorisées, le lancement d'un schéma directeur du Marché d'Intérêt National métropolitain, des programmes locaux d'alimentation scolaire pour articuler santé et éducation, le mois de la Transition Agroécologique et de l'Alimentation Durable organisé tous les ans, le soutien à l'innovation et autour de la food tech et l'agritech, la co-organisation par la Métropole des premières « Assises territoriales de la transition agroécologique et de l'alimentation durable » les 5 et 6 février 2019, avec Agropolis international, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et Terres en villes, etc....

Forte de son expériences et actions menées, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que membre, s'est associé à la rédaction d'une « *déclaration pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire* » portée par France Urbaine.

Les grands objectifs de cette déclaration visent à :

- mieux faire connaître les initiatives développées sur les territoires et qui participent à la transition du système alimentaire ;
- valoriser les solutions innovantes développées par les territoires pour accélérer la transition du système alimentaire en favorisant l'essaimage de bonnes pratiques ;
- adresser un message à la société civile dont les attentes vis-à-vis du système alimentaire sont croissantes ;
- porter la voix des territoires auprès de l'ensemble des décideurs nationaux, européens et internationaux du système alimentaire ;
- soutenir une présence renforcée des territoires dans les processus de négociations où se déterminent les régulations européennes et internationales ;
- positionner les territoires urbains français parmi les acteurs précurseurs de la transition alimentaire.

A travers celle-ci, il est proposé de réaffirmer, au niveau local, la volonté des territoires de :

- contribuer, d'une part, à la structuration de circuits de proximité entre les producteurs et les consommateurs, avec l'ensemble des acteurs du système alimentaire, notamment par un soutien apporté à des plateformes logistiques, d'autre part, à l'identification et à la promotion des produits alimentaires locaux en veillant aux valeurs sociales, environnementales et culturelles qu'ils portent ;
- encourager dans les établissements de restauration collective un approvisionnement en produits de qualité et de proximité, réduire à tous les maillons des chaînes alimentaires le gaspillage alimentaire tout en soutenant les actions visant à lutter contre la précarité alimentaire ;
- protéger et réactiver le foncier agricole dans le cadre des programmes et documents de planification et faciliter dans nos territoires l'installation de jeunes agriculteurs ;
- garantir l'accès de tous les publics à une alimentation saine, soutenir des actions de sensibilisation et d'éducation en faveur d'une évolution des comportements alimentaires, promouvoir les jardins partagés et scolaires ;
- promouvoir la diversité des cultures alimentaires et œuvrer en faveur du rayonnement local, national, voire international, de la gastronomie française.
- encourager la recherche et l'innovation comme leviers de transition alimentaire

Ces engagements s'inscrivent pleinement dans les axes et actions déployés par Montpellier Méditerranée Métropole, en lien étroit et coopération avec les communes et l'ensemble des acteurs locaux concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la « *déclaration pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire* », ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-69839A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Declarationpourunetransitionalimentairedurableetsolidaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.